

eux, le Mexique c'est l'endroit idéal pour des vacances, pas un endroit où les gens peuvent aspirer à des professions intéressantes.

Les critiques ne sont pas des économistes. Ils croient que la création d'emplois dans un pays signifie la perte d'emplois dans un autre. Ce ne sont ni l'objectif visé, ni les conséquences de la libéralisation du commerce. En fait, un plus grand nombre d'emplois sont créés, et il en résulte une prospérité et une productivité accrues pour tous.

En 1988, le Gouvernement du Canada a fait l'objet d'attaques au sujet du libre-échange. Souvent, les arguments invoqués n'étaient aucunement liés au commerce. Tout sous le soleil était menacé - notre régime d'assurance-maladie, notre environnement, nos pensions, tout notre système de sécurité sociale, et même notre identité en tant que nation. Rien de tout cela ne s'est matérialisé. Les critiques sont maintenant obligés de porter leur attention sur les conséquences économiques de l'ALE. L'heure est aux bilans, et on constate que les deux pays en sortent gagnants.

Le leadership a gagné la bataille en 1988 et il doit en être ainsi en 1991. La mise en oeuvre intégrale et équitable de l'ALE, la poursuite des NCM et la négociation d'une entente de libre-échange avec le Mexique sont nécessaires. Le commerce est le moteur de l'économie moderne et plus le commerce sera libéralisé, plus le moteur sera puissant. Le principe est clair, l'histoire en témoigne. Seul le leadership peut en faire une réalité.